

Adopté par le comité du *PLR.Les Libéraux-Radicaux* le 24.11.2014.

## Le PLR s'engage pour la formation professionnelle

### Renforcer la reconnaissance de la formation professionnelle et lutter contre la suracadémisation

Le *PLR.Les Libéraux-Radicaux* veut renforcer la valorisation et la reconnaissance de la formation professionnelle. La formation professionnelle est une base du succès de la Suisse et doit être reconnue comme telle. Il est important aujourd'hui d'assurer la reconnaissance nationale et internationale des diplômes délivrés. L'académisation de la formation professionnelle, par exemple par l'introduction d'un « Professional Bachelor », est à rejeter en toute circonstance. Il est également primordial de lutter contre la suracadémisation, qui touche aujourd'hui un grand nombre de domaines professionnels. Le PLR s'engage pour une formation professionnelle reconnue et non bureaucratique qui est le début de différents chemins d'une carrière. Liberté, cohésion et innovation – par amour de la Suisse.

La Suisse apparaît toujours parmi les meilleurs en matière de formation et d'innovation. Ce résultat est directement visible avec un taux de chômage chez les jeunes particulièrement bas en comparaison internationale. La réussite helvétique est directement liée à l'implication des entreprises, notamment à travers la formation professionnelle duale. Le *PLR.Les Libéraux-Radicaux* reconnaît l'importance de la formation professionnelle et souhaite aujourd'hui une meilleure promotion de celle-ci. En parallèle, le niveau de maturité gymnasiale doit rester élevé : la maturité doit être décernée en respectant des normes nationales pour assurer l'accès au sein des établissements d'études supérieures.

#### 1. Valoriser la formation professionnelle suisse

Le PLR s'engage à renforcer la reconnaissance des diplômes professionnels autant à l'interne du marché du travail suisse que vis-à-vis de l'étranger. Cela améliorera la mobilité des diplômes obtenus à l'issue d'une formation professionnelle supérieure (brevets et diplômes fédéraux, diplômes ES). D'autre part, cela renforcera la transparence et la compréhension des diplômes suisses de la formation professionnelle. Pour le PLR, il est primordial d'appliquer le Cadre national des certifications des diplômes (CNC), qui a été mis en place le 1<sup>er</sup> octobre 2014 et dont la reconnaissance nationale et internationale passe par les « suppléments aux diplômes ». Ces suppléments, préparés par chaque branche et validés par le SEFRI (Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation), sont des descriptifs des certificats standardisés et sont personnalisés pour chaque diplôme.

Le PLR refuse l'introduction d'un « Bachelor professionnel », tel que le demande par exemple la motion [12.3511](#). Académiser et mélanger la formation professionnelle avec le système de Bologne est une erreur dramatique. Cela va à l'encontre de l'essence même de la formation professionnelle qui fait le succès de la Suisse. Les diplômes de formation professionnelle doivent être reconnus pour leurs qualités ; un cadre de comparaison (CNC et suppléments aux diplômes) basé sur des standards selon la nature, le niveau, le contexte et le statut du diplôme est à préférer.

#### Nos exigences :

- › Une meilleure reconnaissance de la comparabilité des diplômes obtenus grâce au Cadre de formations professionnelles supérieures et des « suppléments aux diplômes ».
- › Rejeter l'introduction du « Professional Bachelor ».

## 2. Stopper la suracadémisation

De plus en plus de professions exigent d'avoir une maturité professionnelle ou un diplôme de Haute école là où un diplôme secondaire était avant suffisant. Cette suracadémisation prolonge la durée des formations et entraîne une augmentation des coûts, par exemple dans les prestations de santé ou dans le secteur fiduciaire.

Cette tendance augmente la nécessité de l'immigration en créant un besoin de main-d'œuvre avec des diplômes comme le baccalauréat ou l'Abitur qui sont, en comparaison avec la maturité (professionnelle) suisse, d'un niveau plus bas. La Suisse ne doit pas reproduire les erreurs commises à l'étranger.

Pour le PLR, il est important de freiner la suracadémisation de la formation, en particulier dans la formation professionnelle. Des actions sont nécessaires pour stopper cette suracadémisation et permettre aux domaines déjà touchés de revaloriser la formation professionnelle de base et l'expérience pratique. Cela signifie qu'il ne doit y avoir aucune augmentation des exigences étatiques concernant la formation professionnelle, particulièrement dans les domaines théoriques. En outre, les coûts de formation ne doivent pas continuer de croître. Un exemple positif est le développement pris par la branche des transports. Pour promouvoir les jeunes talents, une formation pour les véhicules légers de deux ans avec une attestation fédérale AFP a été introduite. A contrario, voici plusieurs exemples concrets où la suracadémisation est un problème :

- Santé et soins : Les diplômes des différentes professions dans le domaine de la santé peuvent être obtenus à la fois dans une Haute école spécialisée ou lors d'une formation professionnelle. Les diplômés HES ne sont pas mieux formés pour réaliser les soins de tous les jours, où ils réalisent les mêmes tâches que leurs collègues issus de la formation professionnelle, mais ont grâce à cette formation académique des revendications salariales plus élevées. Ils ont certes de meilleures compétences en management, en enseignement et en recherche, mais ces tâches restent pour la plupart une part mineure de leur travail quotidien, ces diplômés ne sont ainsi pas mobilisés pour des tâches appropriées. Les diplômés de Bachelor sont ainsi surqualifiés ; ce qui crée également une hausse des coûts de la santé. En principe, le marché du travail devrait corriger cela, mais le manque de main-d'œuvre dans le secteur de la santé crée une surenchère salariale – sans pour autant amener dans le même temps une amélioration des soins prodigués.
- Expert fiscal : En parallèle à la formation dispensée à l'Académie de la Chambre fiduciaire, les universités et HES proposent une formation supérieure d'expert fiscal. Or, les acteurs du domaine de la fiscalité critiquent cette formation comme étant trop académique et pas en adéquation avec la formation professionnelle. Il y a au contraire un besoin pour des personnes formées à la pratique et à la réalité des mandats.
- Enseignement et encadrement : Les métiers de l'enseignement et de l'encadrement des enfants (y compris jardins d'enfants et école primaire) ont vécu une forte académisation depuis les années 1990. Là où l'Ecole normale et un stage pratique suffisaient, il est nécessaire aujourd'hui de réaliser une formation tertiaire dans une Haute école pédagogique – voire dans une université comme à Genève (Institut universitaire de formation des enseignants). Pour autant, rien ne permet d'affirmer que le niveau des enseignements a augmenté en parallèle de cette tertiarisation. Remettre l'accent sur la formation professionnelle et la pratique permettra l'engagement des personnes qui ont les mains et le cœur pour s'occuper des enfants, mais pas la tête aux études. En parallèle, des mesures sont nécessaires pour renforcer la perméabilité et les possibilités d'exercer une profession de l'enseignement pour les personnes qui se reconvertissent.

### Nos exigences :

- › **Stopper la suracadémisation des formations dans l'ensemble des domaines professionnels**